

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 17/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE MORTEAU**

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE MORTEAU  
MAIRIE  
25500 MORTEAU

Références : UID257090/SPR/VIM/NP 2023 - 0217F  
Code AIOT : 0005902143

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2022 dans l'établissement COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE MORTEAU implanté Le Bas de la Chaux 25500 LES FINS. L'inspection a été annoncée le 16/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspection pour l'année 2022. La présente visite d'inspection a porté sur la gestion des déchets (traçabilité, conditions d'admission et de stockage), la prévention des pollutions et nuisances (rejets aqueux, atmosphériques, émissions sonores), la gestion du risque incendie (moyens de détection, extinction, rétentions).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- COMMUNAUTE DE COMMUNES DU VAL DE MORTEAU
- Le Bas de la Chaux 25500 LES FINS
- Code AIOT : 0005902143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La CC Val de Morteau adhère à PREVAL (7 com com + 1 syndicat de collecte) pour la compétence traitement des déchets (l'évacuation des bennes, mise en place des nouvelles filières, analyse des

eaux en sortie débourbeur, nettoyage débourbeur, etc.). PREVAL est exploitant/propriétaire de la plateforme déchets verts.

La CC Val de Morteau a en projet la création d'une nouvelle déchetterie/recyclerie à environ 1km du site actuel. La mise en service est envisagée courant 2024.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- déchets
- rejets aqueux
- protection incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Bordereaux de suivi de déchets	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.7	/	Sans objet
4	Schéma des réseaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 31	/	Sans objet
10	Local de stockage des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3	/	Sans objet
18	Admission des déchets	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42	/	Sans objet
19	Stockages de déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.2 et 7.3	/	Sans objet
20	Rétention	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29	/	Sans objet
21	Stockage des huiles	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 30/07/2003, article 1.1 et annexe 1	/	Sans objet
2	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43	/	Sans objet
5	Traitement des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Valeurs limites de rejets	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35 et 38	/	Sans objet
7	Surveillance des émissions sonores	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41	/	Sans objet
8	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19	/	Sans objet
9	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10	/	Sans objet
11	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 11	/	Sans objet
12	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21	/	Sans objet
13	Clôture de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15	/	Sans objet
14	Propreté de l'installation	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 9	/	Sans objet
15	Prévention des chutes et collisions	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27	/	Sans objet
16	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 17	/	Sans objet
17	Systèmes de détection et d'extinction automatiques	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence une bonne gestion administrative du site. Concernant la visite terrain, le site est globalement bien entretenu et possède une protection incendie conforme à la réglementation. Néanmoins, le site ne peut assurer la rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie et présente des non-conformités liées au stockage de certains déchets dangereux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2003, article 1.1 et annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Installations autorisées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La liste des installations autorisées sur le site s'établit comme suit (mise à jour des rubriques recensées dans le courrier du 5 juin 2013) : <ul style="list-style-type: none"><li>- 2710-1-a – Autorisation : collecte de déchets dangereux, avec une quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation supérieure ou égale à 7 tonnes ;</li><li>- 2710-2-a – Enregistrement : collecte de déchets non dangereux supérieure ou égale à 300 m<sup>3</sup>.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, seule la partie déchetterie relative à la rubrique 2710 a fait l'objet d'un contrôle. L'exploitant a remis à l'inspection des tableaux avec l'estimation des volumes de déchets dangereux et non dangereux susceptibles d'être présents sur le site. Il en ressort : Pour la rubrique 2710-1-a (collecte de déchets dangereux, avec une quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation supérieure ou égale à 7 tonnes) : capacité d'environ 6,4 tonnes. Ce volume est inférieur au seuil de l'autorisation. Néanmoins, l'exploitant indique vouloir garder une capacité supérieure. Pour la rubrique 2710-2-a (collecte de déchets non dangereux supérieure ou égale à 300 m <sup>3</sup> ) : capacité d'environ 397 m <sup>3</sup> de déchets non dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Registre des déchets sortants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site.  Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de l'expédition ;</li><li>- le nom et l'adresse du destinataire ;</li><li>- la nature et la quantité de chaque déchet expédié ;</li><li>- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;</li><li>- l'identité du transporteur ;</li><li>- le numéro d'immatriculation du véhicule ;</li><li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement ;</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un tableur faisant office de registre des déchets sortants. Ce document contient toutes les informations requises et n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Bordereaux de suivi de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'expédition de déchet dangereux respecte la réglementation aux circuits de traitement des déchets, notamment l'article R. 541-43 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Les BSD pour la filière REP sont archivés en format papier pour partie et sous format électronique pour les plus récents. Concernant les autres BSD, ils sont archivés sous formats papiers en attendant la mise en place de Trackdéchets. Lors du contrôle par sondage, deux BSD ont été vérifiés : - BSD n° TSB -449608, déchet 16 03 05* pris en charge par la Société TRIADIS Services le 02/02/2022 avec traitement D13. L'exutoire final est la Société TRIADIS pour un traitement D10. Le BSD est complet. - BSD n° S061-E0353081, déchet 16 05 04* pris en charge par CHIMIREC le 10/02/22 avec traitement R13. L'exutoire final est ARF pour un traitement R4. Ce bordereau n'est pas signé par les prestataires, ceci constitue une non-conformité.  L'exploitant doit veiller à obtenir des BSD signés à l'avenir.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Schéma des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 31
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Collecte des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan des réseaux mis à jour le 23 septembre 2011. Ce plan fait apparaître les regards et avaloirs ainsi que le séparateur hydrocarbures. Le site ne disposant pas de vannes d'isolement, celle-ci ne peut figurer sur le plan. Le plan est imprécis quant aux secteurs collectés et ne permet pas de s'assurer que l'ensemble des eaux de ruissellement est bien capté et traité.  L'exploitant doit veiller à remettre à jour son plan en le précisant avec les points mentionnés ci-dessus. Ce dernier doit être transmis sous trois mois à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Traitement des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 32
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (...), sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an.
<b>Constats :</b> Le site est muni d'un séparateur hydrocarbures. L'exploitant a présenté à l'inspection le bordereau de suivi de déchets correspondant au dernier entretien : 12/11/2021 par Franche-Comté Assainissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Valeurs limites de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 35 et 38
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet des effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> - pH 5,5 à 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température < 30 °C ;  Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration / dans le milieu naturel : - matières en suspension : 600 mg/l / 100 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l / 300 mg/l ; - DBO5 : 800 mg/l / 100 mg/l.  Polluants spécifiques : - indice phénols : 0,3 mg/l ; - chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; - cyanures totaux : 0,1 mg/l ; - AOX : 5 mg/l ; - arsenic : 0,1 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; - métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) : 15 mg/l.  Dans tous les cas, une mesure des concentrations de ces valeurs est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.
<b>Constats :</b> Le site rejette ses effluents dans le réseau communal (STEP Morteau). L'exploitant indique disposer d'une convention de rejet.  L'exploitant a fourni une analyse réalisée le 31/05/2021 par le laboratoire Eurofins. Cette analyse permet de conclure au respect des valeurs limites de rejet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Surveillance des émissions sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne réalise pas de mesures de bruit. Il explique que le site se situe dans un secteur très bruyant (proximité d'un terrain de moto cross et dans une zone d'activités éloignée des habitations).  Cette prescription semble inadaptée à la localisation du site, dès lors l'inspection invite l'exploitant à demander un aménagement conformément à l'article R181-45 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.
<b>Constats :</b> Les installations électriques ont été vérifiées le 22/09/2021 par la société APAVE. Le rapport fait état de 2 observations (éclairage de sécurité, problème de continuité de mise à la terre de l'éclairage). Ces observations ont été prises en compte par le service bâtiment de la CCVM. Les travaux seront réalisés par la société BALOSSI.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (...) L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un plan détaillant les zones à risques incendie et la localisation des extincteurs. Ce plan est affiché dans le local agent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 10 : Local de stockage des déchets dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan du local de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. A tout moment, l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un plan du local de stockage des déchets dangereux.  Il doit veiller à réaliser ce plan et à l'intégrer aux documents mis à la disposition du SDIS. Ce dernier doit être transmis sous trois mois à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : État des stocks de produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un fichier reprenant l'état des stocks de produits dangereux et leur nature. Tous les déchets dangereux sont stockés dans un même local qui est identifié sur le plan des zones à risques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 21
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>- [...]</li> <li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 (...). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances (...) L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</li> <li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.</li> </ul> <p>[...]  L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p><b>Constats :</b> Un téléphone est présent sur le site.  L'exploitant a communiqué un plan sur lequel figure un poteau incendie. Il est précisé que ce poteau bénéficie d'un débit de 92 m3/h.  Sur le site, sont présents 5 extincteurs vérifiés par la société FEUVRIER le 09/03/2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Clôture de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b> Le site est entièrement clôturé et possède un portail à l'entrée. Il possède également une vidéosurveillance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 14 : Propreté de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières.
<b>Constats :</b> La déchetterie était propre et bien tenue lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 15 : Prévention des chutes et collisions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zone possible de dépôts de déchets. <p>I. – Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contrebas.</p> Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers. <p>II. – Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons. L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.</p>
<b>Constats :</b> Toutes les bennes sont munies de dispositifs anti-chutes. Le risque de chute n'est pas signalé par des panneaux. Aucun encombrement n'a été relevé au niveau des voies de circulation. L'exploitant doit rajouter une signalisation sur ses panneaux pour le risque de chute. Les justificatifs relatifs à la mise en place de cette signalisation (photos par exemple) seront transmis sous trois mois à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 16 : Ventilation des locaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont convenablement ventilés.
<b>Constats :</b> Le seul local fermé est le local des déchets dangereux qui comprend des grilles de ventilation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 17 : Systèmes de détection et d'extinction automatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée.
<b>Constats :</b> 4 détecteurs sont installés sur le site dont un dans le local des produits dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 18 : Admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant.  L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.
<b>Constats :</b> Chaque zone de dépôt des déchets est identifiée et comprend bien un affichage approprié. Concernant les déchets dangereux, le site dispose d'une zone de dépôt pour les particuliers. Ces déchets sont ensuite repris par les agents de la déchetterie qui les rangent et trient dans le local destiné aux déchets dangereux (accès interdit au public).  Certains déchets dangereux (pâteux et solides inflammables) sont stockés sous un hangar à côté de la zone « Emmaüs » des conteneurs en accès libre au public. Ceci constitue une non-conformité.  L'exploitant doit veiller à réorganiser ce stockage ou a minima à en interdire l'accès dans les plus brefs délais. Les justificatifs relatifs à la mise en place de cette réorganisation/interdiction (photos par exemple) seront transmis sous trois mois à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 19 : Stockages de déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 2.2 et 7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.</p> <p>Le local de stockage sert exclusivement à entreposer les déchets dangereux. Il est également organisé en classes de déchets de natures distinctes, facilement identifiables. Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages).</p> <p>Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuels à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée du local de stockage ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et un rappelant l'interdiction de fumer.</p> <p><b>Constats :</b> Une partie des déchets dangereux sont stockés dans un local dédié interdit au public. Ce local est organisé en fonction des types de déchets et dispose d'un affichage facilitant le rangement par les agents.  Lors de la visite deux conteneurs de produits phytosanitaires et biocides étaient superposés.  A l'entrée de ce local figure un affichage comprenant l'interdiction de fumée, les risques encourus, l'interdiction d'accès au public et l'obligation de port d'équipements de protection individuelle.</p> <p>Lors de la visite sur le site, l'inspection a également constaté la présence d'un conteneur rempli de batteries usagées stockées dans un local de rangement d'outils. Ce local n'est pas dédié aux déchets dangereux et ne respecte pas tous les critères de stockage réglementaire. Dès lors, l'exploitant doit veiller à entreposer les batteries dans un local dédié dans les plus brefs délais. Ceci constitue une non-conformité. Les justificatifs relatifs à la mise en place de ce stockage dédié (photos par exemple) seront transmis sous trois mois à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le local de stockage des déchets dangereux est sur une rétention.</p> <p>L'ensemble de la zone où des déchets sont susceptibles d'être entreposés est munie d'un sol étanche.</p> <p>Les eaux sont dirigées vers le séparateur d'hydrocarbures. La mise en rétention globale du site n'est pas assurée en l'absence de vanne d'isolement et de justificatif du volume des eaux d'extinction susceptible d'être confiné (formulaire D9A).</p> <p>L'exploitant veillera à communiquer dans un délai de 3 mois un plan d'action pour la mise en conformité de ses installations vis-à-vis de ces prescriptions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 21 : Stockage des huiles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les huiles minérales ou synthétiques sont stockées dans des contenants spécifiques réservés à cet effet. Ils sont stockés à l'abri des intempéries et disposent d'une cuvette de rétention étanche.</p> <p>Une information sur les risques encourus et sur le mode opératoire de déversement, notamment sur l'interdiction formelle de mélange des types d'huile, est clairement affichée à proximité du conteneur. La borne est protégée contre les risques de choc avec un véhicule. La jauge de niveau est facilement repérable et le taux de remplissage est régulièrement contrôlé.</p> <p>Un absorbant est stocké à proximité de la borne. En cas de déversement accidentel, il est immédiatement utilisé et traité comme un déchet dangereux.</p>
<p><b>Constats :</b> La cuve de stockage des huiles de vidange est une cuve double peau muni d'un indicateur de remplissage difficilement accessible.  Cette cuve est entreposée sur un sol imperméable à l'abri des intempéries.  De l'absorbant est stocké à proximité de la cuve.  Le sol autour de la cuve ainsi que les parois de la cuve présentent de nombreuses traces d'huile. Dès lors, il est impossible de s'assurer de l'étanchéité du dispositif de rétention.  De plus, la zone de déversement des huiles ne permet pas de recueillir les éventuelles égouttures.</p> <p>Dès lors, l'exploitant veillera à mettre en place, dans un délai de 3 mois, un dispositif de rétention efficace et permettant de s'assurer de la collecte de tous les écoulements accidentels.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet